

**16. 111) Règlement de l'ONU n° 111. Prescriptions uniformes relatives à  
l'homologation des véhicules-citernes des catégories N et O en ce qui concerne  
la stabilité au retournement**

*Genève, 28 décembre 2000*

<b>ENTRÉE EN VIGUEUR:</b>	28 décembre 2000, conformément au paragraphe 4 de l'article 1.
<b>ENREGISTREMENT:</b>	28 décembre 2000, No 4789.
<b>ÉTAT:</b>	Parties: Voir XI-B-16. <sup>1</sup>
<b>TEXTE:</b>	Nations Unies, <i>Recueil des Traités</i> , vol. 2131, p. 23; Notification dépositaire C.N.436.2000.TREATIES-4 du 28 juin 2000 et doc. TRANS/WP.29/705; C.N.1078.2004.TREATIES-1 du 4 octobre 2004 et doc. TRANS/WP.29/1029 (complément 1 à la version originale) et C.N.260.2005.TREATIES-1 du 8 avril 2005 (adoption) <sup>2</sup> .

***Parties contractantes appliquant le Règlement n° 111<sup>3</sup>***

<i>Participant<sup>1</sup></i>	<i>Application du règlement, Succession(d)</i>	<i>Participant<sup>1</sup></i>	<i>Application du règlement, Succession(d)</i>
Afrique du Sud.....	18 avr 2001	Macédoine du Nord .....	28 déc 2000
Allemagne.....	28 déc 2000	Malaisie .....	3 févr 2006
Arménie .....	1 mars 2018	Monténégro <sup>4</sup> .....	23 oct 2006 d
Australie <sup>1</sup> .....	[28 déc 2000 ]	Nigéria .....	18 oct 2018
Autriche .....	28 déc 2000	Norvège .....	28 déc 2000
Azerbaïdjan.....	15 avr 2002	Ouganda.....	23 août 2022
Bélarus .....	28 déc 2000	Pakistan.....	24 févr 2020
Belgique.....	28 déc 2000	Pays-Bas (Royaume des).....	28 déc 2000
Bosnie-Herzégovine .....	28 déc 2000	Philippines .....	3 nov 2022
Bulgarie .....	28 déc 2000	Pologne .....	28 déc 2000
Croatie .....	28 déc 2000	Portugal.....	28 déc 2000
Danemark.....	28 déc 2000	République de Moldova.....	21 sept 2016
Égypte.....	5 déc 2012	République tchèque .....	28 déc 2000
Espagne.....	28 déc 2000	Roumanie.....	28 déc 2000
Estonie .....	28 déc 2000	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	28 déc 2000
Fédération de Russie.....	28 déc 2000	Saint-Marin.....	27 nov 2015
Finlande .....	28 déc 2000	Serbie .....	28 déc 2000
France .....	28 déc 2000	Slovaquie .....	28 déc 2000
Grèce.....	28 déc 2000	Slovénie .....	28 déc 2000
Hongrie .....	28 déc 2000	Suède .....	28 déc 2000
Italie .....	28 déc 2000	Suisse .....	28 déc 2000
Lettonie.....	28 déc 2000	Türkiye.....	28 déc 2000
Lituanie.....	28 janv 2002	Ukraine .....	28 déc 2000
Luxembourg.....	28 déc 2000	Union européenne <sup>5</sup> .....	28 déc 2000

**Notes:**

<sup>1</sup> Le Règlement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes qui n'ont pas donné notification de leur désaccord, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article premier. La date figurant sous la rubrique " *Application du règlement* " représente la date d'entrée en vigueur du Règlement pour les Parties à l'Accord, lors de l'entrée en vigueur du Règlement, qui n'ont pas donné notification de leur désaccord, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article premier.

Toute Partie contractante n'appliquant pas le Règlement, peut à tout moment notifier au Secrétaire général qu'elle entend désormais l'appliquer, et le Règlement entre alors en vigueur à son égard le soixantième jour faisant suite à cette notification conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article premier de l'Accord. Pour ces Parties, la date figurant sous la rubrique " *Application du règlement* " représente la date de dépôt de ladite notification.

Les États devenant Parties à l'Accord à la suite de l'entrée en vigueur du Règlement, qui n'ont pas donné notification de leur désaccord, appliquent le Règlement à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord pour ces États. Dans ces cas, la date figurant sous la rubrique " *Application du règlement* " représente la date de dépôt de l'instrument d'adhésion à l'Accord.

Les Parties ayant notifié leur objection au projet de Règlement n° 111, en vertu du paragraphe 4 de l'article premier ou ayant déclaré leur non-application du Règlement n° 111, en vertu du paragraphe 5 de l'article premier figurent dans la liste qui suit :

<b>Participant :</b>	<b>Date de la notification :</b>
Japon	11 déc 2000
Australie*	18 avr 2001
Nouvelle-Zélande**	27 nov 2001
Thaïlande	2 mars 2006

\* La notification était accompagnée par le suivant :

[L]e GRèglement 111] dès la transmission d'un exemplaire de ceux-ci sous couvert [de notification dépositaire en date du 28 juin 2000], mais [...] il n'avait pas été en mesure de le faire avant le 28 décembre 2000.

[Il est] l'intention du Gouvernement australien de cesser d'appliquer [le Règlement 111], conformément au paragraphe 6 de l'article 1 de l'Accord. [Le Gouvernement australien] fait savoir en outre qu'au cours des 12 mois de la période de préavis, l'Australie ne sera pas en mesure d'appliquer [le Règlement]. Le

Gouvernement australien exprime ses regrets pour tout inconvénient qui pourrait en résulter.

\*\*Par une communication reçue le 18 janvier 2002, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, eu égard à son adhésion à l'Accord, a spécifié son intention d'appliquer certains Règlements annexés à l'Accord. Par cette notification spécifique d'application desdits Règlements, il a été entendu que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande se référerait implicitement aussi à la non-application des Règlements non spécifiés, conformément au paragraphe 5 de l'article premier de l'Accord. Voir la déclaration formulée par la Nouvelle-Zélande lors de l'adhésion à l'Accord au chapitre XI.B.16

<sup>2</sup> Pour des références supplémentaires aux textes des Règlements annexés y compris leurs amendements et modifications, voir doc. [TRANS/WP.29/343](#), tel que mise à jour chaque année.

<sup>3</sup> Proposé par le Comité administratif.

<sup>4</sup> Voir note 1 sous "Monténégro" dans la partie "Informations de nature historique" qui figure dans les pages préliminaires de ce volume.

<sup>5</sup> Dans une lettre datée du 29 juillet 1998, la Communauté européenne a informé le Secrétaire général de ce qui suit :

L'adhésion à l'Accord par la Communauté européenne résulte que ces [...] Règlements [...] sont appliqués par toutes les Parties contractantes à l'Accord qui sont États Membres de la Communauté européenne en tant qu'États Membres de la Communauté européenne et non en tant que Parties Contractantes audit Accord. Par conséquent, les 14 États Membres déjà eux-mêmes Parties contractantes, appliquent maintenant [les] Règlements en vertu de l'adhésion de la CE.

En vertu de l'adhésion par la Communauté européenne, l'Irlande n'est pas devenue Partie contractante à l'Accord. L'Irlande étant État Membre de cette Partie contractante seulement applique [les] Règlements [qu'applique la Communauté européenne] en vertu de l'adhésion par celle-ci.

Il y a lieu de rappeler qu'au 29 juillet 1999, les États Membres de la Communauté européenne sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède.